



DÉCLARATION

Il nous a été donné de constater dans la dernière publication du site d'information leguepard.net, un article signé au nom du Collectif Contre l'impunité en Guinée (CCIG) accusant le Président du Parti Guinée Pour Tous (GPT) et Ministre d'Etat à la Présidence chargé du Partenariat Public-Privé (PPP), **Dr Ibrahima Kassory FOFANA**, de posséder de nombreux biens immobiliers mal acquis à l'International et en Guinée.

Le Parti tout en prenant acte de ces accusations graves assorties d'aucune preuve, même la plus élémentaire et s'inscrivant dans la simple logique de "**calomnier, la mémoire collective gardera toujours quelque chose**", précise ceci :

1. La maison située dans la banlieue de Washington, Maryland, Etats-Unis est belle et bien la propriété de Dr Ibrahima Kassory FOFANA.

Mais ce que le Collectif Contre l'impunité en Guinée (CCIG) ne dit pas, en dépit des dispositions juridiques qu'il évoque, notamment les articles 9 alinéa 3 ; 22 alinéa 3 et 4 ; et 26 de la Constitution, **c'est le comment cette maison a été acquise ?**

Pour la nécessité de dire toute la vérité à l'opinion nationale et internationale, nous affirmons haut et fort que cette maison a été acquise en 2005 sur la base d'un crédit immobilier sur 30 années, dont le paiement continue et ne serait qu'à sa 13^{ème} année de nos jours. Ces affirmations sont vérifiables auprès de toutes les autorités compétentes américaines. En plus, le Président Kassory ayant quitté le Gouvernement depuis 2000, et comme tout cadre compétent, a créé un Cabinet de Consulting IF Global, légalement enregistré. Ce Cabinet opérationnel à partir de 2004 et dont les revenus sont à la base du crédit immobilier cité ci-dessus.

En plus, cette propriété n'est aucunement inconnue des guinéens. Car, toutes les personnalités politiques (pouvoir tout comme opposition), les hommes de médias, de la société civile, et autres citoyens ayant séjournés aux Etats Unis d'Amérique, ont été reçus par le Président Kassory dans cette maison.

En ce qui concerne les autres allégations à savoir :

- ✓ un appartement dans la banlieue de Washington ;
- ✓ un appartement pour sa fille à Conakry ;
- ✓ un appartement pour l'une de ses filles à Londres,
- ✓ une villa à Abidjan.

Nous réaffirmons clairement qu'en dehors de sa maison du Maryland (citée ci-dessus), le Président Kassory n'a aucune autre propriété ailleurs ni à son nom, ni au nom de sa famille encore moins d'un de ses proches.

Nous lançons le défi à la fois au Collectif Contre l'impunité en Guinée mais aussi à toutes autres personnes, de prouver le contraire et surtout d'en apporter les preuves.

Alors, les questions qui se posent dès lors sont entre autres :

- ✓ Le Collectif Contre l'impunité en Guinée (CCIG) était-il en manque d'informations crédibles à ce point ?
- ✓ Ou bien le noble combat que mène ce Collectif au profit de la Guinée et des guinéens auquel nous adhérons sans réserve, serait-il une arme secrète dans les mains d'individus mal intentionnés dont la seule motivation serait de régler des comptes à des personnalités dont la réputation ne souffre d'aucune contestation ?

Nous osons espérer que le Collectif Contre l'impunité en Guinée (CCIG) est et demeure impartial et au-dessus de toutes les motivations machiavéliques.

En tout état de cause et conformément à la vocation légaliste et républicaine de notre Parti, nous exigeons de ce Collectif d'apporter soit :

1. toutes les preuves de leurs accusations et dans un délai raisonnable,
2. présenter des excuses publiques et de façon solennelle au Parti Guinée pour Tous et à son Président, Dr Ibrahima Kassory FOFANA.

A défaut, le Parti tout en prenant l'opinion nationale et internationale à témoin, se réserve le droit conformément aux articles 5 ; 6 ; 13 ; 23 et 24 de la Constitution et des articles 365, 370 et 371 du Code Pénal, d'intenter des actions en justice contre le Collectif Contre l'impunité en Guinée.

Le Parti réaffirme sa détermination à user de tous les moyens légaux, afin que toute la lumière soit faite sur ces accusations graves de nature à ternir l'image du Parti et de son Président. Il faut rompre avec la tradition de calomnie, de mensonge et de délation, qui n'a que trop duré dans notre pays.

Conakry, le 19 février 2018

Le Vice-président chargé de la Communication



SORY SOW